

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, gewijzigd bij de besluiten van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 2020, 3 september 2020, 29 oktober 2020, 7 januari 2021 en 11 februari 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 21 oktober 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 2021;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7, eerste lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, laatstelijk vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2021, worden de woorden "31 oktober 2021" vervangen door de woorden "31 januari 2022".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 2021.

Art. 3. De minister bevoegd voor de ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 2021.

Voor de regering:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/34120]

25 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins, articles 3, alinéa 2, 14, alinéa 2, 16, § 2, et 19 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 septembre 2021 ;

Vu le « test genre » du 19 septembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n^o 70.248/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre des Maisons de justice ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins ;

2^o occupation journalière : période durant laquelle le justiciable travaille ou suit une formation qualifiante ;

3^o jour ouvrable : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE 2. — Direction de la surveillance électronique

Art. 2. Le service compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique est la Direction de la surveillance électronique.

Ce service est rattaché à l'Administration générale des Maisons de justice de la Communauté française.

CHAPITRE 3. — Information sur la capacité de placement

Art. 3. La Direction de la surveillance électronique communique par voie électronique, au minimum mensuellement, et chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, avec les autorités mandantes au sujet de sa capacité de placement afin de les tenir informées du contexte de la mise à exécution des missions qui lui sont confiées.

CHAPITRE 4. — Horaire standard

Art. 4. § 1^{er}. L'horaire standard visé à l'article 15 du décret est composé d'une plage horaire continue consacrée à l'occupation journalière du justiciable, à ses déplacements et à ses heures de temps libre.

L'occupation journalière du justiciable détermine le nombre d'heures de l'horaire standard.

Si le justiciable n'a pas d'occupation journalière, une plage horaire continue de quatre heures lui est octroyée quotidiennement, de huit heures à douze heures du matin. Cette plage horaire est notamment destinée aux démarches relatives à la recherche d'un emploi, aux activités orientées vers la réinsertion sociale ou au soutien familial.

Si le justiciable a une occupation à mi-temps, une plage horaire continue de huit heures lui est octroyée quotidiennement.

Si le justiciable a une occupation journalière à temps plein, une plage horaire continue de douze heures lui est octroyée quotidiennement.

Si l'occupation journalière, les démarches relatives à la recherche d'un emploi, les activités orientées vers la réinsertion sociale ou au soutien familial le justifient, la plage horaire peut être scindée ou déplacée au temps strictement nécessaire.

§ 2. Les samedis, dimanches et jours fériés durant le premier mois de détention, une plage horaire continue de quatre heures de temps libre est octroyée quotidiennement au justiciable. Cette plage horaire est majorée de deux heures chaque mois, avec un maximum de dix heures.

Si le justiciable a une occupation journalière les samedis, dimanches ou jours fériés, la plage horaire visée à l'alinéa 1^{er} est fixée la semaine qui suit, en-dehors de cette occupation journalière.

§ 3. Après avoir exécuté la moitié de la peine privative de liberté restant à subir au moment de la décision d'octroi de la surveillance électronique, l'horaire standard du justiciable est modifié par la Direction de la surveillance électronique, sauf instruction contraire de l'autorité mandante compétente laquelle aura préalablement été informée de la modification de l'horaire standard via un rapport.

L'horaire standard modifié impose au justiciable de rester à son lieu de résidence de vingt-deux heures à six heures.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'horaire standard modifié peut tenir compte de l'occupation journalière du justiciable. Dans ce cas, le justiciable est tenu de rester à son lieu de résidence durant une période continue de huit heures en-dehors de cette période d'occupation journalière.

Art. 5. § 1^{er}. Si une décision de surveillance électronique est assortie d'un congé pénitentiaire, celui-ci commence entre six heures et dix heures et se termine entre dix-huit heures et vingt-deux heures.

La date et la plage horaire du congé pénitentiaire octroyé au justiciable sont déterminées de commun accord avec lui.

Un passage d'au moins trente minutes à son lieu de résidence est obligatoire avant et après un congé pénitentiaire.

Aucune plage horaire de temps libre n'est octroyée le jour de début et de fin de congé pénitentiaire.

§ 2. Sauf contre-indication formulée par l'autorité mandante, plusieurs congés pénitentiaires peuvent être cumulés sans passage obligatoire entre chacun des congés à la résidence de surveillance.

§ 3. Le justiciable doit demander son congé cinq jours ouvrables avant la date prévue.

Art. 6. Une plage horaire supplémentaire n'est accordée que si le respect d'une condition particulière individualisée imposée par la décision d'octroi d'une surveillance électronique le nécessite ou si l'exécution d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée le justifie.

CHAPITRE 5. — *Modalités de mise en œuvre des mesures prises dans le cadre d'un non-respect du programme-horaire*

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque le justiciable ne respecte pas son programme-horaire, la Direction de la surveillance électronique prend contact avec lui afin de contextualiser la situation et, le cas échéant, de l'aider à résoudre ses difficultés.

§ 2. Le rappel au justiciable de ses obligations et l'information d'un recalcul de l'horaire, visés à l'article 19, 2^o, du décret, se font par le moyen de communication le plus rapide.

§ 3. A partir du troisième non-respect du programme-horaire constaté, la Direction de la surveillance électronique déduit des heures de temps libre le temps indûment utilisé par le justiciable.

Elle notifie sa décision au justiciable par écrit.

§ 4. Si le justiciable ne respecte pas son programme-horaire pendant plus de quatre heures, la Direction de la surveillance électronique peut le signaler à l'autorité mandante, par le moyen de communication le plus rapide.

Le signalement visé à l'alinéa 1^{er} a lieu d'office lorsque le justiciable est également injoignable.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur lors de l'entrée en vigueur du décret et s'applique aux condamnations prononcées à partir de cette date.

Art. 9. Le Ministre qui a les maisons de justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/34120]

25 NOVEMBER 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 14 juli 2021 over de plaatsingscapaciteit van de Franse Gemeenschap om te zorgen voor de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht, en over het tijdschema voor rechtzoekenden die zijn veroordeeld tot een vrijheidsbenemende straf van drie jaar of minder

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 2021 over de plaatsingscapaciteit van de Franse Gemeenschap om te zorgen voor de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht, en over het tijdschema voor rechtzoekenden die zijn veroordeeld tot een vrijheidsbenemende straf van drie jaar of minder, de artikelen 3, tweede lid, 14, tweede lid, 16, § 2, en 19;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 30 september 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 30 september 2021;

Gelet op de "gendertest" van 19 september 2021, opgesteld in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 70.248/2 van de Raad van State, uitgebracht op 25 oktober 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Justitiehuisen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 14 juli 2021 over de plaatsingscapaciteit van de Franse Gemeenschap om te zorgen voor de uitvoering van en de controle op het elektronisch toezicht, en over het tijdschema voor rechtzoekenden die zijn veroordeeld tot een vrijheidsbenemende straf van drie jaar of minder;

2° dagelijkse tijdsbezetting: periode waarin de rechtzoekende werkt of een opleiding volgt die tot een kwalificatie leidt;

3° werkdagen: alle andere dagen dan zaterdag, zondagen en feestdagen.

HOOFDSTUK 2. — *Directie voor Elektronisch Toezicht*

Art. 2. De dienst die verantwoordelijk is voor de uitvoering van en het toezicht op het elektronisch toezicht is de Directie voor Elektronisch Toezicht.

Deze dienst ressorteert onder de Algemene Administratie van de Justitiehuisen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 3. — *Informatie over de plaatsingscapaciteit*

Art. 3. De Directie Elektronisch Toezicht communiceert ten minste maandelijks, en telkens wanneer zij dit nodig acht, elektronisch met de mandaterende overheden over haar plaatsingscapaciteit, teneinde hen op de hoogte te houden van de context van de uitvoering van de opdrachten die haar toevertrouwd zijn.

HOOFDSTUK 4. — *Standaardtijdschema*

Art. 4. § 1. Het in artikel 15 van het decreet bedoelde standaardtijdschema bestaat uit een ononderbroken tijdsbesteding die is gewijd aan de dagelijkse bezigheden van de rechtzoekende, zijn verplaatsingen en zijn vrije tijd.

De dagelijkse tijdsbezetting van de rechtzoekende bepaalt het aantal uren van het standaardtijdschema.

Indien de rechtzoekende geen dagelijkse tijdsbezetting heeft, wordt hem dagelijks een ononderbroken periode van vier uur toegekend, van acht uur 's morgens tot twaalf uur 's morgens. Deze periode is bedoeld voor het zoeken naar werk, maatschappelijke herinschakelingsactiviteiten of gezinssteun.

Indien de rechtzoekende een halftijdse beroepsbezigheid uitoefent, krijgt hij een ononderbroken periode van acht uur per dag.

Indien de rechtzoekende een voltijdse dagelijkse tijdsbezetting heeft, wordt hem dagelijks een ononderbroken periode van twaalf uur toegekend.

Indien de dagelijkse tijdsbezetting, het zoeken naar werk, activiteiten gericht op maatschappelijke herinschakeling of gezinssteun zulks rechtvaardigen, kan de boven bedoelde periode worden gesplitst of verplaatst naar de strikt noodzakelijke tijdsspanne.

§ 2. Op zaterdag, zondagen en feestdagen tijdens de eerste maand van de hechtenis wordt de rechtzoekende dagelijks een ononderbroken vrijetijdsbesteding van vier uur toegekend. Deze tijd wordt elke maand met twee uur verhoogd, tot een maximum van tien uur.

Indien de rechtzoekende een dagelijkse tijdsbezetting heeft op zaterdag, zondag of een feestdag, wordt de in lid 1 bedoelde periode vastgesteld in de loop van de daaropvolgende week, buiten deze dagelijkse tijdsbezetting.

§ 3. Na het uitzitten van de helft van de vrijheidsbenemende straf die nog moet worden ondergaan op het tijdstip van de beslissing tot toekenning van elektronisch toezicht, wordt het standaardtijdschema van de rechtzoekende door de Directie Elektronisch Toezicht gewijzigd, tenzij anders is opgedragen door de bevoegde mandaterende overheid, die van de wijziging van het standaardtijdschema in kennis moet zijn gesteld door middel van een verslag.

Het gewijzigde standaardtijdschema schrijft voor dat de rechtzoekende van tweeëntwintig tot zes uur op zijn verblijfplaats moet blijven.

In afwijking van het vorige lid kan bij het gewijzigde standaardtijdschema rekening worden gehouden met de dagelijkse tijdsbezetting van de rechtzoekende. In dat geval is de rechtzoekende verplicht om buiten deze dagelijkse tijdsbezetting gedurende een ononderbroken periode van acht uur op zijn verblijfplaats te blijven.

Art. 5. § 1. Indien een beslissing tot elektronisch toezicht samen gaat met een penitentiair verlof, vangt dit verlof aan tussen 6.00 uur en 10.00 uur en eindigt het tussen 18.00 uur en 22.00 uur.

De datum en het tijdschema van het aan de rechtzoekende verleende penitentiair verlof worden in onderlinge overeenstemming met hem vastgesteld.

Een bezoek van minstens 30 minuten aan de verblijfplaats is verplicht voor en na een gevangenisverlof.

Op de dag van het begin en het einde van het penitentiair verlof wordt geen vrije tijd toegekend.

§ 2. Behoudens andersluidende bepaling van de mandaterende overheid kunnen verscheidene perioden van penitentiair verlof worden gecumuleerd zonder dat de rechtzoekende tussen elke periode van verlof in de toezichtverblijfplaats een verplichte tijdsspanne moet doorbrengen.

§ 3. De rechtzoekende dient vijf werkdagen voor de geplande datum verlof aan te vragen.

Art. 6. Een aanvullende termijn wordt slechts toegekend indien dit noodzakelijk is om te voldoen aan een specifieke, geïndividualiseerde voorwaarde die is opgelegd bij de beslissing om elektronisch toezicht toe te staan of indien dit gerechtvaardigd is door de uitvoering van een in kracht van gewijsde gegane beslissing.

HOOFDSTUK 5. — *Uitvoeringsbepalingen voor de maatregelen bij niet-naleving van het tijdschema*

Art. 7. § 1. Indien de betrokkene zich niet aan zijn of haar tijdschema houdt, neemt de Directie Elektronisch toezicht contact met hem of haar op om de toestand in de juiste context te plaatsen en hem of haar zo nodig te helpen de moeilijkheden op te lossen.

§ 2. De in artikel 19, 2°, van het decreet bedoelde herinnering van de betrokkene aan zijn verplichtingen en de kennisgeving van een herberekening van het tijdschema geschieden via het snelste communicatiemiddel.

§ 3. Vanaf de derde keer dat het tijdschema niet wordt nageleefd, brengt de Directie Elektronisch Toezicht de door de beschuldigde onrechtmatig gebruikte tijd in mindering op de vrije tijd.

Ze stelt de rechtzoekende schriftelijk in kennis van haar beslissing.

§ 4. Indien de rechtzoekende zich gedurende meer dan vier uur niet aan zijn of haar tijdschema houdt, kan de Directie Elektronisch Toezicht dit via het snelste communicatiemiddel aan de mandaterende overheid melden.

De in het eerste lid bedoelde melding wordt ambtshalve opgesteld indien de rechtzoekende niet kan worden bereikt.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het decreet en is van toepassing op de veroordelingen die vanaf die datum worden uitgesproken.

Art. 9. De minister bevoegd voor de justitieuze huizen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 november 2021.

Voor de regering :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,

Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuze huizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/34122]

25 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002 fixant les modalités d'exécution de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par décret du Conseil de la Communauté française du 5 mai 1999

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, article 140 ;

Vu l'article 23 de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvé par décret du Conseil de la Communauté française du 5 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002 fixant les modalités d'exécution de l'accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'Agence Fonds social européen, conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par décret du Conseil ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2021;

Vu le « test genre » du 25 juin 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis conforme du Gouvernement de la Région wallonne, donné le 2 septembre 2021 ;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 9 septembre 2021 ;

Vu le protocole n° 540 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 14 septembre 2021 ;